

Réseau « Sortir du nucléaire »
RAPPORT D'ACTIVITES 1999

Le Réseau, après deux années occupées à se structurer et à animer plusieurs campagnes (contre l'enfouissement des déchets, contre le chauffage électrique), à éditer des publications (EDF, le nucléaire ou l'art de la désinformation, lettres d'information) ou encore à appeler à manifester (comme à Neufchâteau, contre l'enfouissement), a été amené cette année à s'engager au cœur de l'actualité et de la vie publique.

Après le succès médiatique de la campagne contre le chauffage électrique qui s'est achevée en mars 1999, le déploiement de la plus longue banderole antinucléaire du monde (4, 2 km) à l'intersection des frontières franco-allemande-luxembourgeoise, a permis de marquer de façon originale et médiatique, le 13^{ème} anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl.

L'Assemblée Générale (AG) de Poitiers (fin janvier 99), bien inspirée, avait fixé comme campagne de tirer la sonnette d'alarme sur les risques de relance d'un second programme nucléaire, qui aurait été concrétisé par l'annonce de la mise en chantier d'un prototype EPR. Alors que les têtes du lobby nucléaire (F. Roussely, directeur d'EDF...) et leurs plus fidèles relais politiques (D. Strauss Kahn, C. Pierret...) faisaient pression pour une décision politique pour la fin 1999, notre pétition a servi pour beaucoup de révélateur et a contribué à la mobilisation qui a abouti au report pour 2003-2004 de la demande de construction du réacteur nucléaire franco-allemand EPR. L'objectif ambitieux de 100 000 signature a été atteint au moment du passage à l'an 2000 avec une prolongation au moins jusqu'au 15 avril 2000 pour une remise du maximum de signatures à Matignon, fin avril pour l'anniversaire de Tchernobyl. Cette campagne, traduite en plusieurs langues (allemand, espagnol, anglais, italien, biélorusse, breton ...) a été un excellent moyen de tisser des liens de solidarité avec de nombreux partenaires étrangers, et tout particulièrement du côté allemand.

Au mois de mai 1999, le Conseil d'Administration du Réseau a décliné, dans un premier temps, l'offre des Verts de participer à l'organisation d'une manifestation nationale pour l'automne 1999 estimant qu'il valait mieux attendre le printemps 2000 pour être vraiment opérationnels. Par la suite, au vu de l'urgence créée par le risque d'une décision avant la fin de l'année 99, le Conseil d'Administration, après réflexion, a transmis un courrier au Verts, dans le courant de l'été 99 pour poser plusieurs conditions à la participation du Réseau : rassembler le plus largement possible, choisir un thème commun contre un nouveau programme nucléaire avec banderole commune de tête de cortège, donner une originalité à la manifestation pour éviter une manifestation traîne-savates ...

Après accord de Denis BAUPIN, porte parole des Verts, sur ces points, nous nous sommes donc retrouvés à l'automne engagés avec une large palette d'organisations nationales (ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps), à préparer une manifestation pour le 28 novembre 99. Lorsqu'est arrivée l'annonce du report de la demande de construction de l'EPR : signe tangible d'un recul (certes stratégique et pour mieux sauter) du lobby, nous avons alors participé à la décision de report de cette manifestation.

Sur la forme, nous ne nous cacherons pas derrière notre petit doigt : nous avons été mauvais. L'avoir fait dans la précipitation et sans consultation suffisante fut une erreur, imputable à notre manque d'expérience et à la manière elle-même précipitée du mécanisme de préparation, qui n'aurait peut-être pas été sans conséquences sur le déroulement ultérieur des événements. Nous en prenons note : il importe de tirer parti de cette expérience, notamment dans la perspective d'un nouveau rassemblement national.

Sur le fond, le calendrier étant modifié avec un report de décision concernant l'EPR pour 2003-2004, cela nous replace dans une perspective à moyen terme. Nous avons alors proposé à nos partenaires de se joindre à nous pour l'organisation d'*Une semaine pour un 21ème siècle sans nucléaire* (du 24 au 30 avril 2000), autour de la date anniversaire de Tchernobyl. Il s'agit d'initiatives décentralisées, gérées localement ou régionalement, dans la perspective de créer dans chaque région un réseau de groupes réellement actifs, condition impérative si nous voulons être à même de créer un rapport de force en faveur d'une sortie du nucléaire. Une nouvelle coordination des organisations nationales se réunira le 27 janvier 2000, soit 3 jours après l'AG du Réseau. Elle doit notamment décider, si cette semaine de mobilisation, doit aussi servir à faire l'annonce d'un rassemblement national à l'automne 2000.

Cet axe fut l'engagement majeur du Réseau cette année : on conçoit qu'empêcher la relance d'un nouveau programme nucléaire est prioritaire, et que pour y parvenir, il est indispensable d'unir l'ensemble de tous les partenaires concernés. Ce fut pourtant loin d'être le seul axe de travail.

A commencer par le travail quotidien de l'équipe du secrétariat à Lyon : Philippe et Maloin (nos deux permanents) aidés de toute une équipe de bénévoles, sans lesquels rien ne serait possible et qui œuvrent sans compter leur temps. S'occuper de la coordination et de la mise en œuvre des décisions, traiter le courrier (1800 en moyenne par mois !), enregistrer les chèques, préparer les envois, ... toutes tâches ingrates et obscures, qui pourtant sous-tendent notre activité. Il nous faut saluer le bon fonctionnement technique de cet outil qu'est le *Réseau*, dans son travail au jour le jour (envoi des convocations, préparation des réunions téléphoniques...). N'oublions pas non plus l'engagement et l'importante responsabilité des administrateurs bénévoles du Réseau et le soutien actif de dizaines de personnes à travers toute la France. Cela n'a l'air de rien, mais c'est la première fois qu'un mouvement spécifiquement antinucléaire accède à ce stade, et c'est une des conditions indispensables à l'efficacité que nous recherchons. Efficacité que nous voulons au service de groupes de base activement antinucléaires.

La superbe brochure couleur "*Par ici la sortie... du nucléaire*", décidée lors de l'AG de Nantes a également été un grand chantier de l'année, et à continuer à prendre beaucoup de travail et d'énergie à Monique GUITTENIT, qui en a été la coordinatrice. Le grand nombre d'amendements et de personnes qui s'y sont impliquées depuis la dernière AG, ont permis à cet ouvrage d'être un outil performant qu'il importe que nous diffusions le plus largement. D'autre part, la *Lettre d'information*, ouverte à tous les groupes du Réseau, est ressentie par l'essentiel des gens comme un excellent outil grâce à des informations claires et de qualité.

Révéléateur d'un changement dans le rapport de force (déjà révélé par la note interne aux agents de communication d'EDF lors de notre campagne contre le chauffage électrique) et rançon de notre succès, EDF nous attaque pour diffamation pour un article sur les effets sur la santé des lignes à haute tension, paru dans notre *Lettre d'information*. Le procès a eu lieu le 5 janvier 2000 à Paris en présence d'une salle d'audience remplie de militants. Le jugement sera rendu le 9 février 2000.

Décalée du fait de l'actualité, la campagne « Pas de radioactivité dans nos casseroles » mettra en avant notre refus de permettre le recyclage d'éléments faiblement radioactifs dans notre environnement quotidien. Elle a été préparée en partenariat scientifique avec la CRIIRAD et sera présentée lors de l'AG (mais les documents ne seront disponibles que début février 2000).

Et puis, il y a la masse des sollicitations et de l'actualité qui fait que nous pourrions être cinquante sans pouvoir traiter de manière exhaustive tous les dossiers et envoyer toutes les infos et les communiqués utiles. A cet égard, une mention particulière s'impose quant au travail de Pascal sur notre site Internet de plus en plus plébiscité par des journalistes et visité, chaque semaine, par des milliers d'individus en France ou dans le monde. Des camarades ukrainiens en butte à la répression, à l'accident de Tokaimura au Japon, des transports contaminés (une coopération entre certains groupes français et leurs homologues allemands se met en place), aux perspectives de démarrages des chantiers d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure, à l'enquête publique de la Hague. Les chantiers potentiels sont légions, et nous ne pouvons tous les gérer comme il conviendrait.

Cela ne sera possible qu'en élargissant nos assises : le cercle des particuliers donateurs (déjà bien étoffé) et surtout un tissu vivant de groupes et d'individus actifs, à l'émergence duquel nous devons consacrer notre énergie.

LA PARTIE N'EST CERTES PAS GAGNEE, MAIS ELLE EST GAGNABLE.

Elle ne le sera que si nous arrivons à regrouper et à faire s'exprimer cette majorité persistante chez les Français qui se déclare favorable à une sortie du nucléaire.

Le fait que les 487 groupes et 7692 individus aient signé la Charte du Réseau et apportent un soutien régulier (à comparer aux 252 groupes et aux 6000 individus en 1998) est déjà un signal fort et doit nous encourager à poursuivre et à intensifier notre action par un travail commun.